



**UL FO SAINTES**

**BOURSE DU TRAVAIL**

1, rue Louis Sercan 17100 SAINTES

05 46 93 43 99

ulfosaintes@wanadoo.fr

**Prise de parole Force Ouvrière  
Palais de justice à Saintes  
Le jeudi 26 mai 2016**

Depuis plus de deux mois nous sommes mobilisés contre le projet de loi « travail », et le mouvement n'a fait que s'amplifier notamment ces dernières semaines.

Le gouvernement prend la responsabilité du rapport de force actuel par le blocage qu'il impose.

Pour Force Ouvrière, le dialogue et la négociation restent ouverts, avec comme préalable le retrait du projet de loi « travail ». Cela ne semble pas envisageable pour le gouvernement, qui campe sur des positions autoritaires et envoie déloger les manifestants à coups de matraque.

Il n'est donc pas envisageable que Force Ouvrière appelle à autre chose qu'à amplifier le mouvement pour imposer le retrait de ce projet de loi : c'est ce qu'exigent les travailleurs, c'est ce qu'exige Force Ouvrière.

Et pourtant, en se débouchant les oreilles, ce serait si simple pour le gouvernement d'entendre la revendication : l'inversion de la hiérarchie des normes, nous n'en voulons pas ! Car ce serait une véritable rupture sociale qui nous serait imposée, rupture républicaine au regard de l'égalité des droits.

Et que les médias ne nous rabattent pas les oreilles avec une prétendue démocratie d'entreprise qui défendrait les droits des travailleurs, alors que les actions syndicales n'auraient pas de légitimité. Les millions de jeunes, étudiants, salariés et retraités qui revendiquent le retrait du projet de la loi travail l'ont, eux, bien compris : ce projet de loi est non seulement régressif quant à la disparition de droits qu'il préfigure, mais aussi réactionnaire dans sa conception de l'aliénation des salariés par le travail.

Mais tandis que le premier ministre prend des allures de matamore dans ses discours anti-syndicaux, le président de la République, lui, maintient sa silhouette de bourgeois patelin et bonhomme, et prétend cyniquement que cette réforme est destinée à « préserver le modèle social français ». Par des allures et des propos aussi grotesques et mensongers, leur couple de communication bad cop/good cop fait davantage penser au couple de « Chips » de la série états-unienne des années 80, qu'à un gouvernement de la république.

Plutôt que de s'entêter à creuser un sillon destructeur qui mène aux violences et aux conséquences prévisibles du ressentiment d'un peuple excédé de voir la démocratie bafouée avec autant de cynisme, leur seule issue raisonnable à tous les deux, c'est

d'abandonner un projet de loi qui est un véritable retour à l'âge de pierre sociale. Pour Force Ouvrière c'est une question de cohérence sociale et républicaine.

Maintenons la pression afin que le patronat et le gouvernement comprennent que nous ne reviendrons pas sur cette revendication du retrait de la loi travail, mais que c'est le préalable à toute négociation. Nous sommes déterminés à préserver et à améliorer les conditions de la négociation collective pour les générations actuelles et à venir, contre le dumping social et économique.

Le rapport de force est la voie choisie par le gouvernement pour une telle négociation, à Force Ouvrière nous saurons y répondre en participant à maintenir la mobilisation jusqu'au retrait de la loi travail, par la grève générale et reconductible.

Aujourd'hui la grève du 26 mai et la journée de grève interprofessionnelle avec une manifestation nationale le 14 juin prochain sont et seront autant de moments forts pour exprimer cette revendication fondamentale. Au-delà, le retrait du projet de loi travail formerait un coin ouvert qui nous permettrait d'en ouvrir d'autres, sur les reculs liés à une politique d'austérité que l'ensemble de la société subit depuis des décennies.

C'est pourquoi les sept organisations dans l'action ont pris des décisions le 19 mai au soir. Tout en appelant à une huitième journée de manifestations, ce jeudi 26 mai, les organisations syndicales ont décidé d'organiser une grande manifestation nationale interprofessionnelle à Paris le 14 juin 2016. Il est important de s'y préparer dès maintenant, pour poursuivre la mobilisation et lui donner des perspectives revendicatives. Alors, le 14 juin, soyons les plus nombreux possible à Paris, pour obtenir le retrait du projet de loi « travail » qui sera alors examiné au Sénat.

Aujourd'hui des salariés bloquent le dépôt pétrolier de la Pallice à La Rochelle : c'est dès maintenant que nous avons à nous organiser, avec les syndicats, pour toucher le gouvernement là où ça fait mal, au portefeuille !

**RETRAIT du projet de loi Travail ! Ni amendable, ni négociable !**

*l'UL FO Saintes*